

LES GRANDES LIGNES DE LA LOI FORESTIÈRE

La loi relative à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt a été promulguée le 4 décembre 1985. Elle a été votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale et par le Sénat le 20 novembre.

Les objectifs poursuivis en élaborant une loi forestière étaient d'adapter les cadres juridiques du Code forestier, mais aussi du Code rural, à la mise en œuvre d'une politique destinée principalement à susciter un nouveau développement de l'économie de la forêt et du bois, sans lequel la sauvegarde des espaces forestiers, vitale à plus d'un titre — point n'est besoin de le démontrer ici — serait peu à peu devenue matériellement impossible.

L'interdépendance des choix qui constituent la politique forestière est parfaitement traduite par la notion, récemment apparue de « filière forêt-bois ». Cette notion de filière est illustrée par le résultat des études préparatoires à la définition de cette politique forestière rénovée qui avaient mis en lumière la nécessité d'une ouverture des débouchés à une production forestière appelée à s'accroître considérablement d'ici la fin du siècle, à la suite notamment des importants reboisements rendus possibles par la création en 1946 du Fonds forestier national. Or l'existence de ces débouchés est conditionnée par un accroissement significatif de la capacité des industries de transformation du bois, alors même que la France reste largement importatrice de ces produits : sciages, pâte à papier et meuble. Une stratégie du développement industriel moderne dans le domaine du bois ne se conçoit pas sans une organisation du marché de la matière première, afin que les coûts d'approvisionnement ne pèsent pas sur la compétitivité de ces industries.

Les mesures qui composent la première partie de la loi forestière ont toutes cette finalité : le caractère contractuel affirmé des aides publiques incite le plus grand nombre de sylviculteurs bénéficiaires à s'associer à une meilleure organisation de la production, dans le temps, en quantité et en qualité ; la définition de l'utilisation des bois d'affouage vise à éviter la création possible de marchés parallèles. Dans le même ordre d'idée, l'Office national des Forêts, gestionnaire du tiers de la forêt française, a de ce fait un poids qui peut lui permettre de jouer un rôle essentiel sur le marché du bois. Aussi à titre expérimental, car la mutation envisagée demande une adaptation progressive et raisonnée du système actuel d'exploitation, l'Office est-il désormais autorisé sur tout le pays à façonner directement ses bois. Les liaisons avec l'aval, notamment la première transformation, seront ainsi modifiées et les méthodes de gestion forestière également.

Les Comités de filière prévus, à l'article 16 de la loi, permettront de traduire la concertation interprofessionnelle au niveau régional en termes concrets, dans les cas où les professions le souhaiteront.

Les dispositions de la loi ne constituent pas des contraintes nouvelles appliquées aux sylviculteurs ou à d'autres professionnels situés à l'articulation de la production et de la transformation du bois ; au contraire, elles visent à faciliter l'adaptation des opérateurs aux nouvelles nécessités économiques. Députés et Sénateurs ont su dépasser l'argumentation tendant à condamner

toute adaptation de l'actuel état d'équilibre apparent existant entre les pouvoirs publics, centralisés ou non, et les propriétaires et professionnels de la forêt. Ils ont permis d'amorcer la modification indispensable d'un système relationnel général désormais incapable de faire sortir la filière forêt-bois de la situation actuelle dans laquelle elle s'enlise. Les mesures prises, somme toute légères, seront mises en œuvre suivant une large période transitoire autorisant toute la progressivité nécessaire.

La seconde partie de la loi forestière se situe également dans l'objectif d'une amélioration générale des structures de la production forestière, donc d'une possibilité de mieux organiser à la fois l'investissement et la récolte. Désormais la propriété forestière pourra bénéficier comme la propriété agricole d'opérations de remembrement. Mieux, la conduite conjointe des deux opérations dans le cadre d'un aménagement foncier agricole et forestier permettra une prise en compte globale de l'espace rural. Ces améliorations des structures foncières ouvriront la possibilité d'une évolution favorable dans l'exécution des travaux sylvicoles et d'exploitation. De même, l'exigence de technicité des entrepreneurs de travaux forestiers sera également un facteur favorable d'évolution de ces entreprises. En effet, le coût de ces travaux pèse énormément sur le prix de revient du bois, et sa diminution constitue un facteur d'accroissement de la compétitivité des produits transformés, donc conforte l'ouverture de débouchés aux produits de nos forêts.

Cette seconde partie constitue en outre une transition qui confirme l'interactivité des décisions de politique forestière, et qui marque bien l'indissociabilité des fonctions de la forêt : des mesures à caractère économique ont en même temps un effet social et écologique. L'aménagement foncier agricole et forestier, en intéressant plus les ruraux à la forêt, fera disparaître l'antagonisme séculaire de l'agriculture et de la forêt, ce qui entraînera une prise de conscience généralisée du besoin de protection des espaces boisés.

La troisième partie du texte de la loi est consacrée au renforcement des mesures de protection. La réglementation des défrichements revêt encore ce double aspect de maîtrise d'une part d'espaces productifs, qui autorise une négociation dans certaines zones — l'Aquitaine par exemple — avec une agriculture dont l'expansion conditionne le renouveau de la vie rurale, et d'autre part de contrôle des surfaces boisées, nécessaires au maintien des équilibres naturels, et du cadre de vie.

Ce dernier objectif devient dominant dans des secteurs particulièrement exposés aux incendies et a rendu indispensable des dispositions certes contraignantes, comme les servitudes de passage des voies D.F.C.I. ou l'obligation légale de débroussaillage, mais réclamées par des élus locaux soucieux d'assumer pleinement leurs responsabilités.

Cette brève présentation souligne les conditions nouvelles d'application de la politique forestière. Celle-ci reste de la compétence de l'État, l'objectif de développement d'un marché du bois en a montré l'une des raisons pertinentes. Mais l'application de cette politique revêtira désormais un aspect allant très au-delà d'une simple déconcentration administrative. Ceci veut dire notamment que la responsabilité des acteurs régionaux de la filière-bois va être engagée dans la mise en œuvre des orientations qu'ils auront élaborées et proposées et qui auront été retenues. C'est en définitive de la volonté et de la conviction de tous, et pas uniquement de l'efficacité de l'administration, que dépendra le succès d'une politique forestière moderne, dont la loi du 4 décembre 1985 constitue la base juridique.

Georges-André MORIN
Ingénieur du G.R.E.F.
Conseiller technique
au Cabinet du Ministre Délégué
à l'Agriculture et à la Forêt